

Projets de paysage

Revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace

Saloua Toumi et Roland Vidal

**Proximité entre ville et agriculture au Nord et au Sud de la
Méditerranée**

Approche comparée entre Paris et Tunis

*Proximity between city and agriculture at the North and at the South of the Mediterranean Sea
Comparative approach between Paris and Tunis*

Agriculture et proximité urbaine

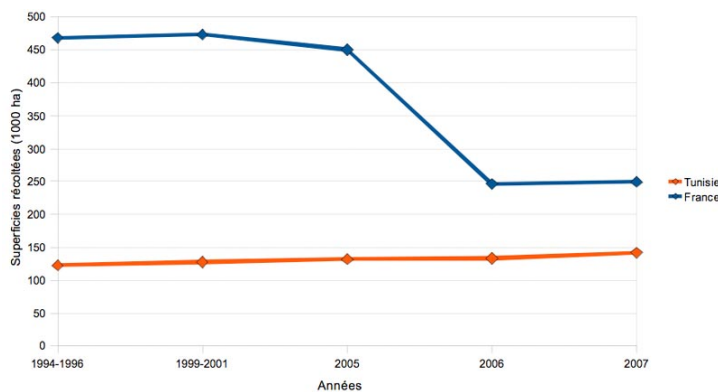
Si l'agriculture urbaine est, depuis quelques années, l'objet de toutes les attentions dans les villes européennes, elle n'est pas encore une préoccupation pour les Tunisiens, et notamment pour les responsables de la planification urbaine. Elle se trouve donc menacée de disparition du fait d'une pression urbaine incontrôlée, alors même que les conditions socio-économiques et agroclimatiques seraient, de ce côté de la Méditerranée, plutôt favorables à sa viabilité et à sa valorisation.

Sollicitée pour les aménités paysagères et environnementales qu'elle peut offrir aux citadins, l'agriculture qui entoure les villes du Nord l'est aussi pour de nouvelles formes d'approvisionnement local, même quand les conditions agroclimatiques sont assez mal adaptées à la production de fruits et légumes, les seules denrées qui se prêtent aux « circuits courts ». La situation est très différente à Tunis, implanté au cœur d'une plaine dédiée depuis longtemps au maraîchage et à l'arboriculture fruitière, productions qui, à l'inverse de la ceinture horticole parisienne, se sont très bien maintenues jusqu'à aujourd'hui (Toumi, Vidal, 2010).

On assiste donc, d'un côté de la Méditerranée, à une volonté de plus en plus affirmée de faire renaître artificiellement des filières de distribution locales que la simple logique économique avait remplacées par une distribution organisée sur de plus grandes distances - depuis que la modernisation des transports avait permis de mieux optimiser la répartition des cultures en fonction des sols et des climats. De l'autre, alors que les conditions édaphiques et climatiques permettraient de maintenir sans difficulté ces filières courtes, on assiste au contraire à un désintérêt croissant pour l'agriculture locale, mise en péril par une pression urbaine régie par les seules lois de la plus-value foncière.

Pourtant, l'évolution globale du paysage agricole de part et d'autre de la Méditerranée montre bien que le maraîchage est en déclin constant en Île-de-France, où il n'occupe plus que 0,8 % de la SAU¹, et plus généralement en France, alors qu'il progresse en Tunisie (voir schéma ci-dessous), et notamment autour de Tunis où il se maintient mieux que l'arboriculture fruitière. On le verra plus loin, ce maintien n'est pas seulement dû à des conditions agronomiques favorables, mais aussi à l'existence de réseaux de distribution très différents de ce que l'on observe à Paris.

Concilier les attentes des citadins, désireux à la fois de renouer des liens avec le monde agricole et de s'alimenter à moindre coût, ne pourra donc se faire de la même manière dans les deux cas. Pour reprendre la typologie d'André Torre (2009), on pourrait dire que dans le premier cas, le désir de circuit court trouvera sans doute son équilibre dans une « proximité organisée », relativement indépendante des distances réelles, alors que dans le second cas une « proximité géographique » pourrait s'avérer fonctionnelle.



Évolution du maraîchage en France et en Tunisie (d'après les données de la FAO).

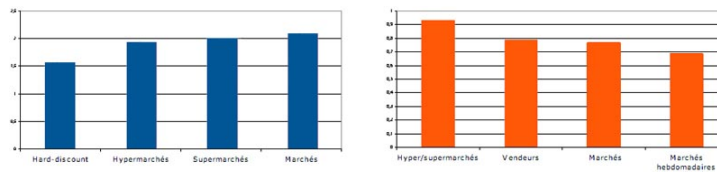
Des filières courtes mieux adaptées à Tunis qu'à Paris

Les études comparatives menées par le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (CTIFL) depuis de nombreuses années montrent que, en France, les prix des produits maraîchers sont plus élevés sur les marchés et dans les filières courtes que dans la grande distribution. Cette réalité incontestable n'apparaît pourtant pas dans de nombreuses enquêtes² dans lesquelles les désirs citadins s'avèrent être quelque peu en contradiction avec leurs pratiques d'achats. Les enquêtés déclarent en effet préférer une agriculture de proximité à laquelle ils accéderaient via les marchés ou la vente sur place mais, le prix restant leur préoccupation principale, c'est dans les grandes surfaces, et de plus en plus chez les *hard-discounters* qu'ils font préférentiellement leurs courses³.

Il ne reste donc aux producteurs locaux qu'à écouler leurs denrées là où une clientèle plus aisée est susceptible d'être intéressée, c'est-à-dire dans le centre-ville de Paris. Il s'ensuit que ce désir de proximité se traduit par un éloignement entre les lieux de production, qui sont nécessairement en lointaine banlieue, et les lieux de consommation. Avec un transport en camionnette dont le retour se fait à vide, le bilan environnemental de ces circuits considérés comme « courts » n'est donc pas forcément positif (Redlingshöfer, 2008), alors même que la sensibilité écologique est souvent dominante chez les citadins qui y adhèrent. Lorsque les bilans environnementaux, engagés par des chercheurs européens depuis quelques années, montreront un peu mieux la réelle empreinte écologique des différents modes de distribution, la tendance environmentaliste qui soutient actuellement les circuits courts s'inversera peut-être en faveur de circuits plus longs mais écologiquement plus durables.

La situation est inverse en Tunisie où, d'après les relevés que nous avons faits dans le Grand Tunis, les prix des fruits et des légumes sont beaucoup moins élevés sur les marchés locaux, largement approvisionnés par les producteurs périurbains, que dans les grandes et moyennes surfaces, alimentées par le marché de gros ou des sociétés agricoles. Les populations les moins favorisées résidant majoritairement dans les quartiers périurbains, la clientèle intéressée par les prix les plus bas se trouve donc à proximité des lieux de production fournissant l'offre la moins chère. Le Grand Tunis pourrait bien voir se réaliser

le modèle agriurbain qui peine à prouver sa pertinence en Île-de-France.



Prix des fruits et des légumes selon les modes de distribution en France (selon les données du CTIFL) et dans le Grand Tunis (d'après nos relevés personnels).

La diversité des circuits de vente tunisois

Les enquêtes effectuées auprès des agriculteurs de La Soukra⁴ ont révélé que c'est surtout à travers la vente locale, directement au consommateur ou par le biais de revendeurs, qu'ils équilibrent le mieux leurs revenus. Ce type de vente leur permet aussi de mieux gérer leurs systèmes de culture en s'appuyant sur une meilleure diversification des productions, condition majeure pour la viabilité de l'agriculture en milieu urbain.

Mais c'est la diversité des réseaux d'écoulement qui joue le plus grand rôle : depuis la distribution au sein d'un réseau familial jusqu'à la vente au marché de gros, les agriculteurs explorent toutes les possibilités offertes par la proximité urbaine. Ils parviennent ainsi à optimiser leurs ventes en fonction de l'évolution de la demande et de la saisonnalité de leurs récoltes.

La vente au marché de gros de Tunis, si elle reste occasionnelle, est celle qui permet le mieux d'écouler les grandes productions qui, à certaines saisons, ne pourraient être absorbées par les autres formes de distribution : à Tunis « au marché Bir El Kassaa⁵, je vends tout en une seule fois et je récupère mon argent tout de suite ». Le paiement est effectivement sûr, ce qui est un autre avantage, mais ce marché a un coût, du fait des intermédiaires nécessaires, qui s'élève à 12 % du prix de vente. Les agriculteurs préfèrent donc, lorsque c'est possible, vendre sur les marchés plus petits mais plus rémunérateurs de La Marsa ou d'El Kram⁶. Leur coût est moins élevé et leur proximité relative permet de diminuer les frais de transport.

La vente au Souk de l'Ariana (marché hebdomadaire) représente également un lieu d'écoulement des fruits et légumes où l'agriculteur n'a pas toujours de droit à payer et vend directement ses produits au prix du marché.

Mais la méthode la plus courante est la vente auprès des vendeurs de quartier, même si les relations avec ces derniers se font le plus souvent d'une manière informelle, ce qui n'assure pas la régularité des paiements. Ce type de réseau offre tout de même une rentabilité certaine et est moins contraignant pour les agriculteurs puisqu'ils ont moins de distance à parcourir. Pour prévenir les risques de non-paiement, ils s'appuient de préférence sur des relations interpersonnelles. On prend moins de risques avec « les vendeurs de La Soukra qu'on connaît » ou avec ceux que l'on considère comme « des vendeurs amis ». De fait, ces relations de confiance héritent souvent de liens établis de longue date par la famille, au temps où les orangers dominaient les terres agricoles de la région.

Les petits vendeurs ambulants, qui viennent eux-mêmes chercher les légumes à la ferme,

représentent également un type de vente efficace. Ils contribuent surtout à commercialiser les excès de production pour certaines cultures comme le persil, les blettes ou la coriandre, dont la vente au marché de gros est moins intéressante.



À gauche, marchands ambulants à La Soukra ; à droite, marché de l'Ariana.
Photo Saloua Toumi.

Finalement, la vente directe au voisinage, si elle est moins régulière, s'avère souvent d'une bien meilleure rentabilité : « je vends au prix du marché... c'est meilleur que de vendre au marché de gros où il faut payer des taxes. » ; « au marché de gros, à chaque opération je perds de l'argent. La vente directe est plus rentable ».

Enfin, et bien qu'elle soit plus difficile à évaluer du fait qu'elle n'est pas formalisée financièrement, la distribution au sein du réseau familial joue sans doute un rôle important, même si les agriculteurs le reconnaissent difficilement. Ce qu'ils considèrent comme des « cadeaux » faits aux cousins ou aux amis s'inscrit certainement dans une logique d'échange dont la contrepartie pourrait être, par exemple, la participation du réseau familial à certains travaux saisonniers.

Agriculture et contexte périurbain

Quels que soient les modes de distribution, les prix des fruits et légumes sont bien plus élevés en Tunisie qu'en France si on les évalue au prorata du niveau de vie des deux pays : une heure de travail rémunérée au Smic correspond à 1,2 kilos de légumes en Tunisie, contre 4 kilos en France⁷. Une conséquence de cette différence est que les exploitations maraîchères tunisiennes peuvent être économiquement rentables sur des surfaces bien plus petites qu'en France. Cette différence leur permet de résister beaucoup plus facilement en milieu périurbain où les extensions urbaines ont pour conséquence un morcellement des territoires entraînant une réduction de la taille des exploitations, déjà affectée par les successions.



La Soukra, parcelles de maraîchage enclavées dans le tissu urbain du Grand Tunis. Photos : à gauche, CUA-SDD, à droite, Saloua Toumi).

Cette différence est importante car, en France, les seules exploitations maraîchères qui résistent économiquement sont celles qui s'adaptent aux contraintes de l'économie d'échelle en travaillant sur des surfaces d'au moins une dizaine d'hectares, donc peu adaptées au contexte périurbain et, par ailleurs, bien mieux adaptées au marché de gros qu'à l'approvisionnement des marchés locaux. À l'inverse, dans la périphérie tunisoise que nous avons étudiée (La Soukra), les exploitations sont économiquement viables avec des surfaces dont la superficie moyenne observée est de 1,3 hectares.

Pourtant, les enquêtes effectuées auprès des agriculteurs montrent que plus de la moitié d'entre eux ne croient pas à l'avenir de l'agriculture qu'ils considèrent comme une survivance condamnée, à plus ou moins court terme, à céder la place à la ville. « L'agriculture de La Soukra est morte », déclare l'un d'entre eux, tandis que d'autres la qualifient de « souffrante », « non rentable », « sans avenir ». Cette impression largement partagée est confirmée par l'enfrichement croissant des terres abandonnées qui touche aujourd'hui près du tiers de la surface agricole de La Soukra. Les agriculteurs l'attribuent à plusieurs facteurs qui trouvent tous leur origine dans l'expansion de la ville : le morcellement dû à un étalement urbain désordonné, la rareté de la main-d'œuvre qui ne résiste pas à l'attractivité des emplois urbains plus rémunérateurs, et surtout la dégradation des sols due à la pollution et à la raréfaction de l'eau douce pour laquelle la concurrence de la ville est forte.

Mais il est un autre facteur qui conforte cette idée que l'agriculture doit céder la place aux espaces bâtis, c'est le fait que les agriculteurs de La Soukra, propriétaires à 60 % des terres qu'ils exploitent, attendent de valoriser leur patrimoine en vendant tout ou partie de leurs terres. Cette valorisation est souvent rendue nécessaire par les successions : les agriculteurs ayant deux fois plus d'enfants que la moyenne tunisienne, ils sont obligés de vendre une partie des terres afin de profiter de la plus-value foncière pour régler équitablement la question de l'héritage. La taille des exploitations qui subsistent s'en trouve réduite d'autant, compromettant ainsi leur survie économique.

Pourtant, nombre d'entre eux ne le font qu'à regret et certains parviennent même à résister avec le soutien de leurs cohéritiers. Les arguments évoqués par ces agriculteurs-là tiennent, d'une part, à leur attachement à la ferme familiale, d'autre part, à leur attachement à leur métier. Bien que les terres qui valaient 50 dinars/m² il y a 12 ans en valent aujourd'hui 200,

ceux-là résistent à la tentation parce que, disent-ils, « c'est la terre de nos grands-parents et on a toujours vécu ici ». Ils résistent aussi car ils ont conscience de ne pas avoir d'autres compétences : « j'aime l'agriculture, je ne sais pas faire autre chose », « j'y travaillerai jusqu'à la fin de mes jours ». Ils connaissent aussi l'expérience de ceux qui ont vendu et qui n'ont pas su valoriser le produit de la vente : « Si on n'a pas un projet en tête, on se croit milliardaire⁸, et puis on dépense tout et on se retrouve sans maison et sans rien à manger ! » Le comble, pour une famille d'agriculteurs.

Une autre raison pour laquelle la vente des terres agricoles est parfois difficilement envisageable, et qui n'est pas explicitement évoquée par les agriculteurs, est que beaucoup d'entre eux ont étendu leurs habitations du côté de la route et ce qui reste de leur parcelle agricole est enclavé dans l'arrière-cour. Cette contrainte spatiale ne peut que diminuer la valeur du terrain en cas de vente puisque l'accès à celui-ci ne peut se faire que d'une manière collective.

Un projet pour La Soukra

Ces agriculteurs qui ont fait le choix de se maintenir à La Soukra malgré les contraintes et les tentations de la ville sont aussi ceux qui savent le mieux utiliser les opportunités offertes par la proximité urbaine. Il peut s'agir, comme on l'a vu plus haut, de se placer sur de nouveaux circuits de distribution à meilleure valeur ajoutée (vente directe). Il peut s'agir aussi de répondre à des attentes nouvelles générées par l'évolution de la ville. C'est le cas de plusieurs agriculteurs qui louent une partie de leurs locaux ou de leurs terrains à des entreprises qui ont besoin de place pour stocker des matériaux ou des engins, voire à de petites entreprises industrielles qui y implantent des ateliers. Certains aussi louent une partie de leurs bâtiments à des fins d'habitation.

La proximité de la ville est également une opportunité pour ceux qui choisissent d'être pluriactifs, qu'il s'agisse d'un emploi à temps partiel pour l'agriculteur lui-même ou de l'activité principale de l'un des membres de la famille. Enfin, pour ceux qui ont su gérer leur patrimoine intelligemment, la vente d'une parcelle petite mais bien située (à proximité des dessertes) a pu permettre de réaliser un bénéfice conséquent sans réduire excessivement la surface cultivable et en compensant cette diminution par des investissements améliorant la productivité de l'exploitation (construction de serres, achat de matériel, creusement d'un puits, etc.).

C'est sur ces agriculteurs qui ont prouvé leur capacité à s'adapter au contexte périurbain que pourrait s'appuyer un projet global pour l'avenir de La Soukra. Car l'agriculture périurbaine n'a pas seulement une fonction alimentaire, elle a aussi un rôle à jouer dans le maintien des espaces ouverts dans les régions urbaines. Et ce rôle n'a pas la même importance à Paris, largement équipé d'espaces verts urbains, et à Tunis, où les parcs et jardins publics sont rares et ont quelques difficultés à s'intégrer dans le contexte culturel tunisien⁹.

De plus, si les espaces ouverts agricoles ont un rôle à jouer dans les deux villes, celui qu'ils pourraient être amenés à jouer dans le Grand Tunis est d'autant plus important qu'il concerne aussi la gestion de l'eau. Il s'agit, d'une part, de maintenir des espaces perméables et de contribuer à réduire les risques d'inondation, et d'autre part, de contribuer à la prévention du stress hydrique qui menace le pays en valorisant les eaux pluviales et les

eaux grises de la ville.

C'est le sens du projet Valeas¹⁰ initié début 2008 par Moez Bouraoui et Boubaker Houman en réponse à l'appel d'offre du Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et conduit par le Club Unesco/Alecso « Savoir et développement durable ». Les animateurs de ce projet ont su rassembler les agriculteurs les plus dynamiques de La Soukra et il est significatif de constater que, parmi eux, seuls 20 % mettent en doute l'avenir de l'agriculture (Bouraoui, Houman, 2010). Les autres sont de plus en plus convaincus que cette agriculture va être amenée à jouer un rôle important, voire exemplaire, dans le Grand Tunis. Cette confiance en l'avenir est indispensable pour les convaincre de se lancer dans de nouveaux investissements et d'adapter leur pratique professionnelle aux innovations techniques qui leur sont proposées.



Récupération des eaux pluviales dans une exploitation maraîchère ; aménagement réalisé dans le cadre du projet Valeas.

Photo Roland Vidal.

Il faut dire que le projet s'est appuyé sur une méthode participative affirmée. Les réunions sont nombreuses, et les agriculteurs sont invités à faire part de leur point de vue et à s'engager personnellement dans les actions entreprises. Les élus locaux, eux aussi, sont impliqués ainsi que, de plus en plus, les autorités politiques tunisiennes qui commencent à pressentir, à travers ce projet, la possibilité d'une planification durable du Grand Tunis, plus économe en eau et en espace ouvert.

L'enjeu est important, car si la municipalité de La Soukra a été choisie pour la mise en œuvre de ce projet, c'est précisément parce qu'elle est tout à fait représentative du périurbain tunisois. Si celui-ci continue à s'étendre sans réflexion territoriale, guidé uniquement par les perspectives de plus-value foncière, le Grand Tunis perdra progressivement toutes les potentialités paysagères et environnementales que l'agriculture représente encore aujourd'hui.

« Les cultures n'aiment pas qu'on les regarde »

Si le rôle environnemental de l'agriculture dans la région urbaine de Tunis est facile à

mettre en évidence, sa fonction paysagère demandera un minimum de réflexion préalable avant de se lancer dans un projet qui ne gagnerait rien à être trop directement inspiré des exemples franciliens. Dans ces derniers, en effet, les agriculteurs acceptent volontiers que leurs espaces de culture soient offerts au regard des citoyens, sous réserve que ceux-ci apprennent à respecter leur activité économique, comme le suggèrent les panneaux d'information du Triangle vert (photo ci-dessous). Il pourrait ne pas en être de même en Tunisie, pays maghrébin dans lequel, traditionnellement, le « droit de regard » du public sur les lieux privés n'est pas couramment admis.



*Le message du Triangle vert : apprendre à distinguer le bien commun (le paysage et les chemins) de l'espace privé (les champs, lieu de l'activité économique). Voir <http://www.trianglevert.org>.
Photo : Roland Vidal.*

« Les cultures n'aiment pas les yeux étrangers », explique un agriculteur qui, par ailleurs, affirme que la proximité de la ville ne lui pose aucun problème particulier. Pour la plupart des autres, la population urbaine n'est pas une source de problèmes majeurs, mais elle pourrait le devenir, et la tendance générale est plutôt de maintenir son espace de culture à l'abri des regards. Personne ne se plaint des voisins, ce sont un peu des « cousins », on peut leur faire confiance, mais on s'inquiète davantage des « nouveaux installés » dont on ne connaît pas encore le comportement. Dans le doute, la plupart des agriculteurs interrogés ne sont pas chauds à l'idée de recevoir du public sur leurs terres.

Pourtant, les exploitations maraîchères de La Soukra pourraient devenir des espaces de respiration pour un tissu urbain qui ne cesse de se densifier et qui, dans ces quartiers défavorisés, est le plus souvent dépourvu d'espaces verts. Il suffirait peut-être de trouver les bonnes manières d'initier les projets et, surtout, de laisser l'initiative se développer chez les agriculteurs eux-mêmes.

À la question : « Seriez-vous disposé à faire un effort pour rendre votre ferme accueillante ? », si la plupart des agriculteurs préfèrent ne pas répondre, certains font preuve d'une ouverture intéressante : « Je pourrais aménager l'entrée de la ferme pour que les gens puissent avoir un accès confortable », dit l'un d'entre eux. Un autre propose même de « décorer l'entrée avec des fleurs pour que ce soit agréable à voir ». Un troisième se souvient : « Vous savez, quand mon père était vivant, les élèves de l'école du quartier venaient ici

pour apprendre l'agriculture. Ça me plaisait bien. » D'autres, bien que sceptiques, ne sont pas forcément hostiles à de nouvelles initiatives : « Venir chez moi pour le plaisir des yeux ? Oui, pourquoi pas, mais regarder sans toucher. Surtout les légumes ! »

En somme, s'il n'est pas envisageable de contraindre les agriculteurs à s'intéresser à la qualité paysagère de leur ferme « pour le plaisir des yeux des citadins », il n'est peut-être pas impossible de construire des projets pilotes avec les agriculteurs les mieux disposés à s'y investir. Il faudrait alors réfléchir avec eux à la mise en place de solutions techniques permettant aux visiteurs de voir sans pouvoir « toucher » (et *a fortiori* dérober) les fruits et légumes. Il faudrait aussi que ces projets s'accompagnent d'une reconstruction de l'image de « ville-jardin » qui fut autrefois celle de La Soukra, région renommée pour la qualité exceptionnelle de ses agrumes : « Avant on avait les «wakkala¹¹», ces gens qui venaient du cap Bon pour goûter nos oranges tellement elles étaient bonnes ! »

Si les citadins du Grand Tunis redécouvrent la qualité des produits agricoles de La Soukra, s'ils viennent s'approvisionner « directement chez le producteur » dans des fermes qui sont rendues accueillantes pour eux, alors les projets pilotes à vocation paysagère pourraient s'avérer aussi être des réussites économiques. Nulle doute qu'à ce moment-là, les autres agriculteurs reviendraient peut-être sur leur volonté actuelle de cacher leurs cultures aux regards des étrangers.

« Les agriculteurs se copient les uns les autres. Dès que quelqu'un réussit quelque chose, les autres font pareil. »

Conclusion

Dans les grandes villes en étalement, comme Paris ou Tunis, l'agriculture qui occupe encore une place significative à l'échelle des régions urbaines est de plus en plus appelée à jouer un rôle important et nettement différencié de ses fonctions alimentaires traditionnelles. Ce rôle se décline principalement autour des attentes environnementales et paysagères. Il s'agit, d'une part, de contribuer à la gestion de l'eau, du climat, ou plus généralement des risques environnementaux, et d'autre part, d'apporter à la société citadine des réponses à ses attentes en termes de cadre de vie. Mais cette agriculture, qui ne peut pas être gérée comme le sont les espaces verts, a aussi besoin de trouver les solutions qui permettent le maintien de son équilibre économique, malgré les contraintes nombreuses qui découlent de la proximité urbaine.

La résolution de cette équation passe par l'invention de nouvelles formes de relations entre ville et agriculture, relations qui devront prendre en compte des spécificités agronomiques, socioculturelles et économiques qui ne sont pas les mêmes au Nord et au Sud de la Méditerranée.

L'agriculture de proximité est de plus en plus sollicitée en Île-de-France pour répondre aux attentes d'une société citadine qui connaît mal la réalité économique du monde agricole (Vidal, Fleury, 2009). Les circuits courts d'approvisionnement sont ainsi compris comme un élément clé de l'aménagement des territoires périurbains, alors qu'ils répondent mal aux exigences d'une politique alimentaire durable et à celle d'une optimisation de l'impact environnemental.

Dans le même temps, l'agriculture urbaine d'une ville comme Tunis est menacée de

disparition car la « petite ferme de proximité », si présente dans les attentes des Parisiens, ne fait pas encore rêver les Tunisiens.

Il serait dommage, pourtant, de laisser disparaître sous une pression urbaine incontrôlée cette agriculture tunisoise qui représente peut-être, au Sud de la Méditerranée, la version réaliste et économiquement viable du désir des citadins du Nord...

Notes

1. SAU = surface agricole utile. Les *Chiffres-clés de la région Île-de-France*, publiés de 2003 à 2010, indiquent que le déclin du maraîchage, passé de 1 à 0,8 %, s'est poursuivi au début du XXI^e siècle.
2. Voir notamment le « Baromètre de la perception de l'alimentation », réalisé à la demande du ministère de l'Agriculture et publié par le Crédoc en 2008.
3. Voir *Achats de fruits et légumes frais par les ménages français*, plaquette diffusée annuellement par le CTIFL, site : <http://www.fruits-et-legumes.net/>, 2003-2009.
4. Enquête effectuée auprès d'une trentaine d'agriculteurs de La Soukra en 2010.
5. Nom du marché de gros de Tunis.
6. Villes plus proches de La Soukra et où existent des marchés de gros de petite dimension.
7. Évaluation faite à partir des prix moyens pratiqués pour les légumes les plus consommés dans les deux pays, le Smic horaire en 2010 étant de 0,61 ₯ en Tunisie contre 9 ₯ en France.
8. Notons que pour un Tunisien, être milliardaire signifie posséder un milliard de millimes, soit un million de dinars (environ 550 000 ₯).
9. Voir Loukil, B., « Les parcs urbains à Tunis, pour qui et pourquoi ? », dans Turki, Y., Zhioua, I., *La Ville, l'Espace vert et l'Espace ouvert en Tunisie*, Tunis, ISTEUB, 2008.
10. « Valorisation des eaux pluviales et grises en agriculture urbaine à La Soukra », voir <http://www.agriurbanisme.org>.

Saloua Toumi et Roland Vidal

Saloua Toumi est ingénieur paysagiste, doctorante en cotutelle à AgroParisTech et à l'Institut supérieur agronomique de Chott Mariem à Sousse (cotutelle franco-tunisienne).

Elle est accueillie en France par le Laboratoire de recherche de l'ENSP (Larep), et en Tunisie par le Club Unesco/Alecso « Savoir et développement durable ».

Courriel : toumisaloua@yahoo.fr

Roland Vidal est docteur en paysage et ingénieur de recherche à l'École nationale supérieure du paysage de Versailles.

Il anime le Collectif d'enseignement et de recherche en agriurbanisme et projet de territoire (Cerapt), en partenariat avec des enseignants chercheurs d'AgroParisTech et de l'École nationale supérieure d'architecture de Versailles (voir <http://agriurbanisme.fr>).

Courriel : r.vidal@versailles.ecole-paysage.fr

Bibliographie

Bouraoui, M., Houman, B., 2010, « Réflexions et actions sur l'avenir de l'agriculture urbaine : entre enjeux environnementaux et aménités sociales, l'exemple de la ville de Soukra dans le Grand Tunis », actes du colloque « Innovation & sustainable development in agriculture and food », Montpellier, 28-30 juin 2010.

Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), « Baromètre de la perception de l'alimentation », 2008, consultable sur <http://www.credoc.fr/>.

CRCI-IAU-Insee, *Chiffres-clés de la Région Île-de-France*, 2003-2010, téléchargeables sur <http://www.paris-iledefr>

CTIFL (Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes), *Achats de fruits et légumes frais par les ménages français*, 2003-2009, plaquette diffusée annuellement et consultable sur le site du CTIFL <http://www.fruits-et-legumes.net>.

Houman, B. et Bouraoui, M., « Optimising Use of Water for Urban Agriculture: Responding to the challenge of growing water scarcity in Tunisia », *Urban Agriculture Magazine*, n° 22, juin 2009.

Redlingshöfer, B., « L'impact des circuits courts sur l'environnement », *Les Circuits courts alimentaires*, Dijon, Educagri éditions, 2008.

Torre, A., « Retour sur la notion de proximité géographique », *Géographie, Économie, Société*, n°1, 2009, vol. 11, p. 63-74.

Toumi, S., Vidal, R., « A Comparison of Urban Agriculture and Short Food Chains in Paris and Tunis », *Urban agriculture magazine*, n° 24, septembre 2010, p. 31-34.

Vidal, R. et Fleury, A., « La place de l'agriculture dans la métropole verte », *Projets de paysage*

, Versailles, ENSP, publié le 09/02/2009, URL : <http://www.projet>